



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 26/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BIG BENNES (ex E3D)

Mont Saint Sébastien
77111 Soignolles-en-Brie

Références : E/24- *J448*
Code AIOT : 0006516211

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 juin 2024 dans l'établissement BIG BENNES (ex E3D) implanté ZA du Mont Saint Sébastien 77111 Soignolles-en-Brie. L'inspection a été annoncée le 04 juin 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'Inspection (PPC) des installations classées pour l'environnement (ICPE).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIG BENNES (ex E3D)
- ZA du Mont Saint Sébastien 77111 Soignolles-en-Brie
- Code AIOT : 0006516211
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société E3D est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 2015/DRIEE/UT77/086 du 22 juin 2015 à exploiter un centre de tri, transit, regroupement et démantèlement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) situé Z.A. de Mont Saint-Sébastien à Soignolles-en-Brie (77111).

L'arrêté préfectoral n° 2021/DRIEE/UD77/022 du 10 février 2021 a porté autorisation de changement

d'exploitant de l'installation au bénéfice de la société BIG BENNES.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Surveillance et détection	Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 8.12	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Détection de matières radioactives	Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 4.4	Sans objet
2	Prélèvements d'eau et protection des réseaux d'eau	Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 5.2	Sans objet
3	Isolement du site	Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 5.5.2	Sans objet
4	Traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 5.6.2.1	Sans objet
5	Eaux d'extinction d'un incendie	Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 5.6.3	Sans objet
6	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 8.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que la société BIG BENNES (ex E3D) respectait globalement les prescriptions contrôlées.

Le rapport de vérification des systèmes de détection incendie doit être transmis à l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection de matières radioactives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Règles d'aménagement du site
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une organisation adaptée à la gestion du risque radiologique et établit une procédure relative à la conduite à tenir en cas de déclenchement du système de détection précité. Toute détection fait l'objet d'une recherche de l'identité du producteur et d'une information immédiate de l'inspection des installations classées.
Constats : Tous les camions à destination de la société E3D passent sur les 3 ponts bascules du site de BIG BENNES qui sont équipés de détecteurs de radioactivité. Une procédure de la conduite à tenir est établie en cas de déclenchement du système de détection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prélèvements d'eau et protection des réseaux d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

Notamment, la réfrigération en circuit ouvert est interdite et les eaux de refroidissement éventuellement utilisées sont recyclées.

Les ouvrages de prélèvement en eau de nappe ou de surface sont équipés de dispositifs de mesure totalisateurs et d'un dispositif de protection afin d'éviter tout phénomène de retour vers les ressources en eau sur les réseaux d'alimentation. L'exploitant définit un programme de contrôle de ces dispositifs conformément à l'article R. 1321-59 du Code de la santé publique. Ce programme de contrôle est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'établissement est alimenté en eau non potable à partir d'un puits captant la nappe des calcaires de Champigny. (bientôt eau potable) L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ce bilan fait apparaître éventuellement les économies d'eaux réalisables.

Les niveaux de prélèvement prennent en considération l'intérêt des différents utilisateurs de l'eau. En particulier, ils sont compatibles avec les dispositions du Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) et du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) lorsque celui-ci existe.

Les prélèvements d'eau de l'établissement, qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie, sont de l'ordre de 200 m³ par an

Constats :

Cette prescription est inadaptée.

Le site est alimenté par le réseau d'eau potable de ville.

L'exploitant a transmis des factures d'eau du mois de décembre 2018, du mois de juin 2022 et du mois de juin 2024 pour en justifier à l'inspection des installations classées.

Le volume de consommation d'eau est de 76 m³ pour l'année 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Isolement du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 5.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention de la pollution des eaux

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consignes.

Ces dispositifs font l'objet d'opérations de contrôle et de maintenance périodiques selon les fréquences fixées par l'exploitant. Les résultats des opérations sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le site est équipé de deux vannes d'isolement.

<p>Leur mise en fonctionnement est définie dans les consignes incendie et portée à la connaissance du personnel lors des formations avec une mise en situation.</p> <p>La dernière formation incendie a été suivie par l'ensemble du personnel au début du mois de novembre 2023.</p> <p>Le contrôle et la maintenance des vannes sont réalisés tous les deux mois.</p> <p>Ces opérations sont consignées dans un registre est tenu à jour.</p> <p>Le dernier contrôle a été fait le 24 avril 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 5.6.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces eaux sont collectées et dirigées par le réseau d'eaux pluviales du site vers un bassin étanche et enterré de 220 m³ et d'un décanteur-déshuileur avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales communal dont l'exutoire final est l'Yerres.</p> <p>[...]</p> <p>Le décanteur-déshuileur est conçu, dimensionné, entretenu, exploité et surveillé de manière à respecter les seuils fixés à l'article 5.6.2.3 du présent arrêté et à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition).</p> <p>[...]</p> <p>Les déchets qui sont collectés dans le décanteur-déshuileur doivent être éliminés dans une installation autorisée à cet effet, conformément aux dispositions de l'article 9 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>La vidange et le nettoyage du décanteur-déshuileur du site a été réalisée le 6 mai 2024.</p> <p>Le bordereau de suivi de déchets dangereux a été transmis à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eaux d'extinction d'un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 5.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention de la pollution des eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour qu'en cas d'écoulement de matières polluantes entraînées par les eaux d'extinction d'un incendie, celles-ci soient canalisées, récupérées et traitées afin de prévenir tout risque de pollution des réseaux eaux pluviales communaux, des sols et des cours d'eau.</p> <p>En particulier, en cas d'incendie, les eaux d'extinction sont retenues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans les réseaux d'eaux pluviales et dans le bassin étanche de 220 m³ visé à l'article 5.6.2.1 du présent arrêté, - dans le bâtiment A appelé « dôme », à l'aide d'un muret de 40 cm de hauteur et d'un seuil automatique asservi au système de détection incendie. <p>L'exploitant vérifie que les capacités de rétention sont disponibles en permanence. Cette</p>

vérification fait l'objet d'une consigne. [...]
Constats : Les eaux incendie sont retenues dans le bassin devant le bâtiment GDS. La capacité du bassin de rétention des eaux incendie a été vérifiée et attestée par un géomètre le 01 septembre 2021. Le document a été transmis à l'inspection des installations classées le 27 juin 2024. La capacité de retenue totale du bassin est de 251 m ³ . La disponibilité de la capacité de rétention est vérifiée une fois par mois et fait l'objet d'une consigne dans l'audit mensuel du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 8.5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : L'installation électrique est conçue, réalisée et entretenue conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises de la série NF C qui lui sont applicables. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. L'ensemble de l'installation électrique est conçu de façon à résister aux contraintes mécaniques dangereuses, à l'action des poussières inertes inflammables, et à celle des agents corrosifs, soit par un degré de résistance suffisant, soit par un lieu d'installation les protégeant de ces risques. Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. L'exploitant remédie à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prise [...]
Constats : La vérification des installations électriques a été réalisée le 27 février 2024. L'exploitant a transmis le rapport du 01 mars 2024 à l'inspection des installations classées sur lequel figuraient 2 observations. Une attestation datée du 3 mai 2024 justifie des travaux et de la levée des 2 observations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance et détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2015, article 8.12
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques

Prescription contrôlée :

Les zones de dangers sont équipées de systèmes de détection automatique d'un incendie dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer. L'exploitant détermine les fonctionnalités de ces systèmes en référence à un plan de détection et d'information immédiate du personnel de l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus.

La surveillance d'une zone de dangers ne repose pas sur un seul point de détection.

En dehors des heures d'ouverture de l'établissement, les alarmes délivrées par les systèmes de détection sont immédiatement reportées vers le personnel de gardiennage et/ou dans les locaux de la Société de télésurveillance.

L'exploitant dresse les liste des détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de ces opérations.

Toute défaillance des détecteurs et de leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information est automatiquement détectée. Alimentation et traitement du signal sont à sécurité positive.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que le bâtiment est équipé d'une centrale incendie et de caméras thermiques et infrarouges reliés à une télésurveillance 24h/24.

L'exploitant a indiqué que les détecteurs incendie ont été contrôlés courant du mois de juin. Le rapport de vérification n'était pas encore disponible.

Ce rapport doit être transmis à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

